

RÉVISION DU CALENDRIER DE DÉMANTÈLEMENT TARIFAIRE

Un septième round de négociations fin janvier

Un septième round de négociations entre l'Algérie et l'Union européenne et portant sur la révision du calendrier de démantèlement tarifaire se tiendra probablement vers la fin du mois de janvier.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hôte jeudi dernier du Conseil de la nation, le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, semble optimiste sur la conclusion d'un

accord final «durant le premier trimestre de l'année, car nos divergences ont été nettement réduites». En rappelant que des avancées ont été constatées lors des

précédents rounds concernant les produits agricoles notamment.

D'autre part, le ministre du Commerce a indiqué que le 11° round de négociations multilatérales pour l'accession de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se tiendra en juin ou au plus tard en septembre prochain.

Selon Mustapha Benbada, cette date (approximative) a été fixée en concertation avec le président du groupe de travail de l'OMC, en marge de la conférence ministérielle de l'organisation, tenue le 16 décembre 2011, à Genève.

Comme cette date dépendra des contacts informels prévus mars prochain avec les

membres du groupe de travail. Dernier round ? Mustapha Benbada reste incertain. «Je ne peux pas vous dire que ça sera le dernier, car il s'agit de négociations difficiles qui ne dépendent pas uniquement de l'Algérie», dira-t-il, tout en évoquant la détermination de l'Algérie à faire partie de l'OMC. C. B.

HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Les explications de Mustapha Benbada

L'augmentation des prix des produits alimentaires sur le marché national s'explique, selon le ministre du Commerce, par une «question d'offre et de demande».

Mustapha Benbada, qui était l'hôte jeudi dernier du Conseil de la nation, observe ainsi que «l'offre s'est rétractée durant cette période hors saison alors que les prix ont augmenté dans un contexte de défaillance en matière de stockage».

Toutefois, M. Benbada estime qu'«une fois la production saisonnière mise sur le marché, en mars prochain, les prix vont se stabiliser».

Le ministre du Commerce a également précisé que la hausse des importations algériennes de produits alimentaires en 2011, qui

a avoisiné les 9 milliards de dollars dont 4 pour les céréales, résulte de la hausse des prix des céréales sur les marchés internationaux.

Selon Mustapha Benbada, les prix de ces produits ont affiché une hausse entre 30 et 120%, relève-t-il, précisant que la hausse de la facture des importations de céréales s'explique aussi par les «quantités supplémentaires que nous avons décidé d'importer pour approvisionner le marché». Ainsi, la moyenne des prix des céréales, tous types confondus, a dépassé les 500 dollars/tonne

contre une moyenne de 200 dollars en 2010, fait-il remarquer. Néanmoins, cette hausse, «donc, conjoncturelle, a coûté à l'Etat beaucoup d'argent», reconnaît

Benbada qui souligne la nécessité d'introduire d'«autres mécanismes de régulation pour contenir cette flambée». Ainsi, un décret «très important» relatif à l'implantation,

l'organisation et au fonctionnement des infrastructures commerciales sera présenté mardi prochain. C. B.

DJOUDI DÉMENT LA DÉVALUATION DE LA MONNAIE NATIONALE

Le dinar a subi juste une dépréciation

Le dinar n'a pas été dévalué mais a subi juste une dépréciation par rapport à d'autres devises.

Jeudi dernier, en marge d'une séance de questions orales au Conseil de la nation, le ministre des Finances a démenti toute dévaluation de la monnaie nationale par la Banque d'Algérie, évoquée la veille par le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) et des opérateurs économiques. Selon Karim Djoudi, le dinar n'a connu aucune dévaluation, ces derniers jours, mais son cours a juste une «dépréciation» par rapport à d'autres devises. Et d'autant, précise-t-il, que «la Banque

d'Algérie ne peut pas, en tant que telle, procéder à une dévaluation du dinar. La dévaluation est une décision du gouvernement qui doit avoir l'aval du Parlement».

Ce qui se passe par contre, ce sont, dira-t-il, des fluctuations, des «appréciations ou dépréciations du dinar sur la base d'une observation continue du marché international». Pour Karim Djoudi, si la dévaluation constitue un «phénomène définitif», voire «structurel», la dépréciation

d'une monnaie est un «phénomène cyclique» qui «peut durer une journée, deux ou trois jours avant qu'une évolution dans le sens inverse peut être opérée». Comme l'évolution de la parité de la monnaie est, en outre, tributaire du pouvoir d'achat dans le pays, selon le ministre. Ainsi, «si vous avez un taux d'inflation avec des conditions plus favorables sur le marché national par rapport au marché international, votre monnaie s'apprécie contre les monnaies internationales et l'inverse», a-t-il encore expliqué. C. B.

CESSION DE DJEZZY

Djoudi évoque l'ouverture du data room

Le data room de l'opérateur de téléphonie mobile OTA, connu sous le nom commercial Djizzy, a été finalement ouvert à la faveur de la signature, fin décembre, d'un protocole d'accord de confidentialité avec le russe Vimpelcom, propriétaire majoritaire d'OTA. C'est ce que le ministre des Finances a assuré jeudi dernier, en marge d'une séance de questions orales au Conseil de la nation.

Ainsi, relève Karim Djoudi, l'évaluation de Djizzy, confiée au cabinet d'affaires international Shearman & Sterling LLP- France, devrait donc être «achevée dans les plus brèves échéances, nous espérons durant le trimestre en cours», a indiqué M. Djoudi qui précise que l'accord de confidentialité signé fin décembre permet «d'ouvrir le data room et d'accéder donc aux informations, même les plus secrètes, de Djizzy afin de faire son évaluation financière», en confirmant que le protocole d'intention (MOU) avec Vimpelcom a été signé. Toutefois, «nous n'avons

pas le droit, ni Vimpelcom ni moi-même, ni aucune autre partie, de divulguer le contenu de cet accord», a-t-il ajouté, en assurant que «personne

aujourd'hui ne peut dire quelle est la valeur de Djizzy». D'où la nécessité d'attendre la fin de l'évaluation. C. B.

ELLE PRENDRA EN CHARGE LES HAUSSES SALARIALES

Une loi de finances complémentaire est prévue

Récurrente en matière de gestion des finances publiques, l'élaboration d'une loi de finances complémentaire est encore envisagée pour 2012. C'est ce que Karim Djoudi a annoncé jeudi dernier en marge d'une séance de questions orales au Conseil de la nation. Selon le ministre des Finances, une LFC a été décidée pour prendre en charge les augmentations salariales décidées par les pouvoirs publics, notamment la hausse du salaire national minimum garanti (SNMG) et la revalorisation des retraites. Et d'autant que la dernière réunion tripartite avait décidé de revoir à la hausse le SNMG, le portant de 15 000 DA à 18 000 DA. Rappelons que la loi de finances de l'exercice 2012 prévoit un budget de 7 428,7 milliards dont 4 608,3 milliards pour les dépenses de fonctionnement et 2 820,4 milliards pour les dépenses d'équipement. C. B.

BLANCHIMENT D'ARGENT

5 000 déclarations de soupçons enregistrées

La Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) a reçu 5 000 déclarations de soupçons de blanchiment d'argent depuis 2005.

Répondant jeudi dernier à une question d'un membre du Conseil de la nation, le ministre des Finances a indiqué que la CTRF, qui travaille à travers l'échange d'informations avec les cellules étrangères dans le cadre de la réciprocité, a reçu 11 déclarations de soupçons en 2005, 36 en 2006, 66 en 2007, 135 en 2008 et 328 en 2009 avant que ces déclarations ne s'élèvent à 3 302 en 2010 et 1 398 en 2011.

Karim Djoudi a, toutefois, rappelé qu'en cas de non-confirmation du soupçon, le dossier n'est pas soumis à la justice et restera en instance de traitement. Analysant le phénomène de blanchi-

ment d'argent, exacerbé selon lui par le marché parallèle et le recours aux liquidités plutôt qu'au traitement bancaire des transactions, le ministre a estimé que l'Etat n'a pas traité nombre de questions liées au blanchiment d'argent car ce phénomène, comme le financement du terrorisme, a un nouveau concept en Algérie.

Par ailleurs, Karim Djoudi a imputé les surcoûts, découlant de la réévaluation des projets, au manque d'études nécessaires pour la maturation des projets. D'autre part, le ministre des Finances a indiqué que le Fonds national d'aide au logement dans le cadre du dispositif de la location-vente, mis en place en 2002, a enregistré des subventions budgétaires d'une valeur de 90,6 milliards de dinars et des dépenses estimées à 70,7 milliards de dinars pour le financement de la différence du coût

de réalisation des logements, du réseau routier et des locaux commerciaux.

Selon Karim Djoudi, ces financements ont eu lieu par le biais de la Caisse nationale du logement (CNL) et la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP) pour les programmes de 55 000 et 65 000 logements dans le cadre de la location-vente.

Les dépenses ont enregistré une baisse à 320 000 millions de dinars en 2010 contre 1,1 milliard de dinars en 2011 en raison du ralentissement de la cadence de réalisation de logements au titre de la location-vente, a encore indiqué le ministre relevant que le compte n'a reçu aucune subvention au cours des deux dernières années. Le solde du compte se chiffrait durant les dix premiers mois de l'année 2011 à 19,9 milliards de dinars, a-t-il ajouté. C. B.

MÊME SI LE RECOURS À L'IMPORTATION S'IMPOSE

Yousfi rassure quant à la disponibilité des huiles

Le ministre de l'Energie et des Mines s'est voulu, jeudi dernier, au Conseil de la nation, rassurant sur l'amélioration de la distribution des huiles à moteurs, perturbée l'année dernière. Selon Youcef Yousfi, la raffinerie d'Arzew sera rouverte, à partir de février prochain, après l'achèvement des travaux de maintenance, ce qui permettra de satisfaire les besoins du marché national en huiles pour moteurs.

En expliquant la pénurie de cette matière par la fermeture de la raffinerie d'Arzew qui couvrirait un taux considérable du marché national, pour le renouvellement de ses infrastructures et l'élargissement de sa capacité de production. Le ministre a également expliqué cette situation par l'épuisement du stock du groupe Naftal en huiles pour moteurs, engendré par la forte demande sur ce produit enregistrée l'été dernier et l'incapacité des importateurs privés à approvisionner le marché national en quantités nécessaires.

Comme solution, le groupe Naftal a reçu des consignes pour l'importation de quantités supplémentaires d'huiles pour moteurs en vue de constituer un stock national de produits pétroliers, ajoutant que la raffinerie d'Arzew est susceptible de satisfaire pleinement la demande nationale. Ces mesures visent à assurer la continuité du programme national de réhabilitation des raffineries, sans toutefois causer un dysfonctionnement dans la distribution des dérivés pétroliers.

La responsabilisation des distributeurs envisagée

Concernant la mauvaise qualité des huiles importées par les opérateurs privés, Youcef Yousfi a précisé que le contrôle ne relève pas de ses prérogatives, mais de celles du ministère du Commerce.

Cela même si les deux départements travaillent à l'élaboration d'un nouveau dispositif réglementaire visant la réorganisation du marché, le durcissement du contrôle et la définition des normes de pratique de l'activité de stockage et de distribution.

Dans ce cadre, le distributeur devra conclure un contrat le liant au propriétaire de la marque commerciale du produit, garantir la pérennité du service et assumer toutes les responsabilités devant le client en cas de dégât dans le moteur de la voiture suite à l'utilisation du produit. C. B.

GAZODUC ALGÉRO-ITALIEN GALS

Le projet n'est pas remis en cause

Le projet du gazoduc algéro-italien Galsi n'est pas remis en cause, selon le ministre de l'Energie et des Mines. Youcef Yousfi a ainsi affirmé que des discussions sont en cours avec les partenaires italiens auxquels il revient, dira-t-il, de «voir avec leurs autorités locales de façon à avoir les autorisations nécessaires pour le lancement du projet».

Tout en estimant que les prix actuels du pétrole sur le marché international sont satisfaisants pour les producteurs et les consommateurs, le ministre de l'Energie espère, néanmoins, que la crise de la zone euro «n'aura pas d'effet sur le marché». C. B.